

Le Monde 22/11/2000

## L'Europe souffre-t-elle d'un complexe d'infériorité ?

L'EUROPE doute d'elle-même. De la glissade de l'euro aux inquiétudes sur la pérennité de la croissance européenne, en passant par la difficulté des réformes structurelles et l'apparente impossibilité de s'accorder sur un futur politique, il y aurait autant de raisons de s'inquiéter de l'avenir. Dans une sorte de mea culpa libérateur, les élites européennes établissent le dictionnaire de nos fautes et, toute honte bue, en font l'aveu, de préférence lorsque le public auquel elles s'adressent comprend aussi des Américains. Ces derniers, flattés parce que confirmés dans la certitude d'une supériorité, approuvent docilement, et le plus souvent en toute ignorance, dissertent sur ce qu'il conviendrait que l'Europe fit pour se hisser à la hauteur des Etats-Unis. Il fut un temps où les Européens devaient tenir un discours allemand pour être pris au sérieux ; il faut maintenant qu'ils parlent américain.

Et que disent-ils ? L'euro est une monnaie structurellement faible, l'Europe une région sclérosée où, en raison de la démagogie de ses dirigeants, aucune réforme ambitieuse ne pourrait être conduite. Voyez l'empressement des gouvernements à prendre de mauvaises décisions sous prétexte de soulager en partie

leurs populations des conséquences du « mini choc » pétrolier, ou à baisser les impôts plutôt qu'à réduire le déficit budgétaire. Comment voulez-vous, après cela, imaginer qu'ils soient capables de conduire les réformes structurelles – douloureuses, forcément douloureuses – susceptibles de permettre à l'Europe de bénéficier enfin des ressorts de la nouvelle économie ? Les voilà même prêts à abandonner toute discipline vertueuse, en associant les salariés aux fruits de l'expansion ! Il ne faut dès lors pas s'étonner que la croissance européenne s'essouffle rapidement. Les contraintes d'offre sur lesquelles elle bute empêchent notre continent de connaître une aussi longue phase d'expansion que les Etats-Unis.

Ce discours m'apparaît étonnamment superficiel. Il consiste à comparer l'Europe et les Etats-Unis dans les années 90, comme si les économies de part et d'autre de l'Atlantique avaient connu les mêmes conditions de fonctionnement et que l'Europe, engoncée dans l'archaïsme de son système de protection sociale, ne parvenait pas à sortir de sa torpeur.

**Jean-Paul Fitoussi**  
pour *Le Monde*

*Lire la suite page 16*

# L'Europe souffre-t-elle d'un complexe d'infériorité ?

Suite de la première page

Or l'Europe a connu en cette décennie des changements structurels de très grande ampleur : unification allemande, marché unique, création de l'euro.

J'ai peine à croire, en raison de l'importance de ces bouleversements, que l'Europe puisse être accusée d'immobilisme structurel. Elle a probablement « bougé » en cette décennie beaucoup plus qu'en aucune autre depuis la seconde guerre mondiale et très certainement beaucoup plus que les Etats-Unis. Certes, les politiques accompagnant ces changements furent maladroites, ce qui peut se concevoir en raison de leur singularité : il n'est pas d'apprentissage possible de l'accompagnement d'un événement unique. Mais chacun de ces changements représente un investissement considérable en actifs qui, pour être intangibles, n'en sont pas moins réels, et dont le taux de retour devrait être tout aussi considérable. C'est parce que la valeur des actifs immatériels « marché unique », « monnaie unique » ou « unification allemande » ne peut être aisément comptabilisée qu'on a tendance à en sous-estimer l'importance.

Il s'agit là d'immenses réformes structurelles, comme il s'en produit très peu en un siècle. En comparaison, les réformes structurelles que l'on reproche à l'Europe de ne point avoir, ou trop timidement, entreprises – essentiellement de la protec-

tion sociale et du droit du travail – durant cette période apparaissent du second ou du troisième ordre. Leurs effets sont par ailleurs beaucoup plus discutables.

Le marché unique, accélérateur puissant de la concurrence, devait transformer l'appareil productif européen dans le sens d'une plus grande efficacité. Un rapport de la Commission, dit rapport Cecchini, évaluait ses effets de moyen terme à environ sept points de croissance supplémentaires. Les concentrations et restructurations d'entreprises destinées à en tirer parti devaient notamment donner lieu à d'importantes économies d'échelle. Il se peut que les années de croissance molle qui ont caractérisé l'Europe de 1991 à 1997 aient ralenti le processus, mais, en ce cas, c'est dans le présent et l'avenir proche que les effets favorables du grand marché devraient se manifester.

## TURBULENCES

Avec un peu de recul, l'euro apparaît comme étant la réponse optimale de l'Europe à... la fin du système de Bretton Woods. Certes, il a fallu près de trois décennies pour trouver cette réponse, mais au vu du caractère tout à fait singulier à l'échelle de l'histoire que représente la création de la monnaie unique, c'est bien peu de temps. Le coût de la stabilisation économique et monétaire est, en effet, beaucoup plus élevé dans une région caractérisée par une pluralité de monnaies plutôt que par une seule. La preuve vient d'en être administrée. L'Europe a traversé en seulement deux ans des turbulences qui l'auraient fait trébucher dans un passé proche : un choc déflationniste, la crise asiatique et un choc inflationniste, l'augmentation du prix du pétrole. Imagine-t-on les conséquences que de tels événements auraient eues si chacun de nos pays avait été contraint de veiller au maintien des parités intra-européennes ?

De combien aurait-il fallu augmenter les taux d'intérêt en France, en Italie, pour maintenir fixes les taux de change avec le mark ?

Mais, dira-t-on, la plainte européenne est aujourd'hui celle de la « faiblesse » de l'euro. N'est-ce point là le signe symbolique de la sclérose de nos pays, de l'archaïsme de leurs structures sociales ? Pour répondre à cette question, il faut savoir qu'avant la création de la monnaie unique, les monnaies européennes étaient notoirement surévaluées par rapport au dollar : entre 1991 et 1997, l'euro (reconstitué) oscillait entre 1,15 et 1,4 dollar ou, si l'on préfère, le dollar était nettement au-dessous de la parité, variant entre 0,87 et 0,71 euro.

Si, à l'époque, je plaçais, dans *Le Débat interdit*, contre la politique du franc « fort », mais pour la monnaie unique, c'est que j'anticipais que sa création mettrait fin à la surévaluation des monnaies européennes. Les raisons de cette prédiction n'avaient rien de mystérieux : les taux d'intérêt nécessaires au maintien des parités monétaires intra-européennes étaient exorbitants. Les monnaies artificiellement gonflées par eux – les monnaies étaient « fortes », mais les économies languissantes – ne pouvaient que retrouver un cours normal dès que la cause de leur « force » aurait disparu. Mais les marchés de change ne fonctionnent pas de telle sorte que l'on puisse espérer qu'une monnaie surévaluée revienne progressivement à son taux de change d'équilibre. Ils surréagissent, dans un sens comme dans l'autre. Une période de surévaluation se paie fréquemment d'une période de sous-évaluation (le dollar valait moins de 5 F en 1995 et plus de 7,50 F aujourd'hui). Demain, les hiérarchies seront inversées, mais on n'entendra nul gémissement du côté américain du fait de la « faiblesse » du dollar, nul mea culpa structurel.

La Banque centrale européenne n'a pas, en cette affaire, démerité, et sa crédibilité n'est pas aussi entamée qu'on le dit. Au contraire, à en juger par les taux longs qui n'ont pas augmenté, les marchés font confiance en sa détermination à lutter contre l'inflation. Mais le plus important est que, dans le cadre de la monnaie unique, ces surréactions représentent de légers ennuis, plutôt que de graves problèmes. L'euro est bien cet investissement qui permet d'envisager beaucoup plus sereinement que par le passé la question de la stabilité de nos économies.

N'ayant pas pris conscience de l'importance de l'œuvre accomplie dans les années 90, les Européens risquent de faire une montagne de questions somme toute mineures et, tout à leur autocritique, de négliger l'essentiel. L'avenir se joue dans la capacité d'innovation des sociétés européennes, dans leur aptitude à mobiliser conjointement l'intelligence et l'argent : nouvelles technologies de l'information et de la communication, biotechnologies, recherches sur le génome humain, etc. L'Europe doit réaliser un très grand effort en matière de recherche et développement et, pour le coup, ses structures apparaissent inadéquates. L'enjeu est formidable, car il s'agit vraiment ici de préparer l'avenir. Par exemple, un frein au développement et à l'innovation en Europe n'est pas tant la maladaptation du système de protection sociale que la fragmentation nationale du système d'enseignement supérieur et de recherche. Mais pour penser à ce type de réformes structurelles, plutôt qu'à celles que chaque pays pourrait entreprendre sur son propre marché du travail, l'Europe politique fait encore singulièrement défaut.

Jean-Paul Fitoussi  
pour *Le Monde*